




## DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

	<p style="text-align: center;"><b>PERMIS DE STATIONNEMENT</b> <b>N°2026/162</b></p> <p style="text-align: center;"><b>STATIONNEMENT INTERDIT</b> <b>Livraison de piscine</b> <b>SARL HUGONTRANSPORTS</b> <b>3 place Edith Piaf</b></p>
---	--

**Le Maire de la commune de Toulouges**

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment l'article L 131-1,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et liberté des collectivités locales,

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.6,

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8,

**Vu** l'arrêté interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussée – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié)

**Vu** la demande présentée le lundi 11 mai 2026 par **madame VILANOVE Viridiana** concernant une livraison de piscine au droit du **n° 3 place Edith Piaf**.

**Considérant** qu'il y a lieu d'interdire le stationnement sur **l'intégralité de la place Edith Piaf** afin de faciliter l'installation d'un camion grue dans un but de sécurité publique autour de la livraison.

**ARTICLE 1:** Le jeudi 4 juin 2026 de 7h00 jusqu'à 19h00, le stationnement est interdit sur **l'intégralité de la place Edith Piaf** en raison d'une livraison de piscine et afin de faciliter l'installation d'un camion grue intervenant sur le chantier. (Le dispositif sera levé une fois l'intervention terminée)

**ARTICLE 2:** Le jeudi 4 juin 2026 de 7h00 jusqu'à 19h00, le stationnement d'un camion grue est autorisé à stationner au droit du **n° 3 place Edith Piaf** ainsi que sur **l'intégralité de la place** durant toute l'intervention.

**ARTICLE 3:** La signalisation temporaire modifiant le stationnement et la circulation des véhicules est mise en place par les soins de l'intervenant de façon apparente, conformément à la législation en vigueur notamment l'instruction interministérielle sur la législation routière (livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**ARTICLE 5 :** La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

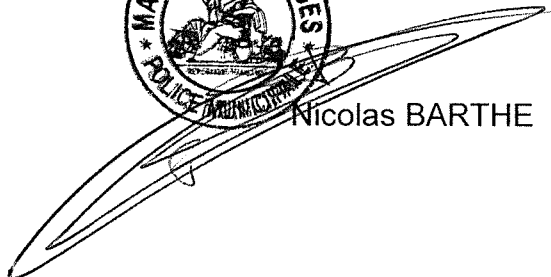
**ARTICLE 6 :** Tout conducteur de véhicule est tenu de se conformer strictement à cette signalisation. Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi, les véhicules des contrevenants sont enlevés et conduits à la fourrière municipale DANIEL REMORQUAGE 27 rue Louis Piquemal 66240 SAINT ESTEVE.

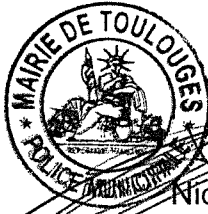
**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Toulouges.

**ARTICLE 8 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 MONTPELLIER CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication et éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux déposé auprès de monsieur le Maire dans les mêmes délais.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Chef de service de Police Municipale, Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULOUGES, le jeudi 21 mai 2026

Le Maire,  
  
Nicolas BARTHE



**Transmis :**

Demandeur

Service technique

Centre de secours

Gendarmerie

Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine

Pôle transport, Pôle déchets